

AVRIL 2026

RESUME ANALYTIQUE

# Bulletin économique de la Région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan

Les enjeux du conflit et des politiques  
industrielles pour le développement





RESUME ANALYTIQUE

Bulletin économique de  
la Région Moyen-Orient,  
Afrique du Nord,  
Afghanistan et Pakistan



AVRIL 2026

RESUME ANALYTIQUE

# Bulletin économique de la Région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan

Les enjeux du conflit et des politiques  
industrielles pour le développement



**La présente brochure contient le résumé analytique de *Challenges of Conflict and Industrial Policy for Development* (Middle East, North Africa, Afghanistan & Pakistan Economic Update, Avril 2026), doi : 10.1596/978-1-4648-2328-2. La version intégrale du rapport définitif est affichée sur le site <https://openknowledge.worldbank.org/> et <http://documents.worldbank.org/>. Pour toute citation, reproduction et adaptation, veuillez utiliser la version définitive du rapport.**

© 2026 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale  
1818 H Street NW, Washington, DC 20433  
Téléphone : 202-473-1000 ; Internet : [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

Certains droits réservés

La publication originale de cet ouvrage est en anglais sous le titre de *Challenges of Conflict and Industrial Policy for Development* (Middle East, North Africa, Afghanistan & Pakistan Economic Update) en avril 2026. En cas de contradictions, la langue originelle prévaudra.

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent. La Banque mondiale ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni l'actualité des données citées dans cet ouvrage. Elle n'est pas responsable des erreurs, omissions, ou contradictions dans les informations qui y sont fournies, ni de l'utilisation qui serait faite ou non des informations, méthodes, procédés ou conclusions présentés dans l'ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations, les liens/notes de bas de page et toute autre information figurant dans le présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières. La citation d'ouvrages d'autres auteurs ne signifie pas que la Banque mondiale approuve les points de vue de ces auteurs ou le contenu de leurs ouvrages. Certains outils d'intelligence artificielle (IA) ont pu être utilisés dans l'élaboration de cet ouvrage, comme indiqué dans celui-ci ; toutefois, l'ensemble des contributions intellectuelles et créatives qui y sont apportées sont l'œuvre du personnel de la Banque mondiale ou de collaborateurs externes. La Banque mondiale décline toute responsabilité quant aux assertions — erreurs ou inexactitudes — générées par des programmes d'IA sur lesquels elle n'a aucun contrôle ou dont elle n'est pas propriétaire.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue, ni n'implique, ni ne peut être considéré comme, une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ou une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

#### Droits et autorisations



L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO (CC BY 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo/>. Conformément aux termes de la licence Creative Commons Attribution (paternité), il est possible de copier, distribuer, transmettre et adapter le contenu de l'ouvrage, notamment à des fins commerciales, sous réserve du respect des conditions suivantes :

**Mention de la source** — L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : La Banque mondiale. 2026. « Les enjeux du conflit et des politiques industrielles pour le développement. » Bulletin économique de la Région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (Avril 2026). Résumé analytique. La Banque mondiale. Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO.

**Traductions** — Si une traduction de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source de l'ouvrage le déni de responsabilité suivant : *Cette traduction n'a pas été réalisée par la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette dernière. La Banque mondiale ne saurait être tenue responsable du contenu de la traduction ni des erreurs qu'elle pourrait contenir.*

**Adaptations** — Si une adaptation de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source le déni de responsabilité suivant : *Cet ouvrage est une adaptation d'une œuvre originale de la Banque mondiale. Les idées et opinions exprimées dans cette adaptation n'engagent que l'auteur ou les auteurs de l'adaptation et ne sont pas validées par la Banque mondiale.*

**Contenu tiers** — La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque composante du contenu de cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits des tierces parties concernées. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamations ou de plaintes pour violation desdits droits. Pour réutiliser une composante de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques et les images.

Pour toute demande de renseignements sur les droits et licences, prière de s'adresser à World Bank Publications, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; courriel : [pubrights@worldbank.org](mailto:pubrights@worldbank.org).

*Mention d'utilisation de l'IA* : mAI Claude Sonnet 4.6, Groupe de la Banque mondiale, a été utilisé en mars 2026 à des fins éditoriales. La totalité du contenu a fait l'objet d'une révision humaine approfondie.

*Conception de la page de couverture* : Équipe de conception de l'unité Global Corporate Solutions, Groupe de la Banque mondiale

Les données utilisées dans le présent rapport sont celles disponibles au 27 mars 2026.

# Résumé analytique

## Des répercussions en chaîne sur l'économie mondiale

La région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MENAAP) est en proie à un conflit qui y engendre des souffrances humaines et entraîne des répercussions économiques dans le monde entier.

Le détroit d'Ormuz, goulet stratégique par lequel transite environ un cinquième des flux mondiaux de pétrole et de gaz, est de fait fermé depuis le début du conflit. Des images satellites récentes montrent des files de navires pétroliers en attente de passage de part et d'autre du détroit. L'arrêt de la production qui s'en est suivi, aggravé par les frappes sur les infrastructures énergétiques, a provoqué un choc important sur l'approvisionnement en pétrole.

Le conflit a frappé à un moment où les marchés pétroliers étaient en situation d'offre excédentaire, offrant un possible amortisseur contre les pressions sur les prix. Au 27 mars, le prix du baril de Brent s'établissait néanmoins à 112 dollars, soit près de 60 % de plus qu'avant le début du conflit. Les contrats à terme sur le pétrole témoignent d'un certain optimisme, les livraisons de fin d'année se négociant à environ 85 dollars le baril. De même, les prix de référence du gaz naturel en Europe ont augmenté de près de 70 % sur la même période.

Si les prix du pétrole, du gaz naturel et des produits énergétiques qui en dépendent restent élevés pendant une période prolongée, les conséquences inflationnistes se propageront vers l'extérieur à travers de multiples canaux. La pression est déjà plus marquée en Europe et en Asie qu'aux États-Unis, ce pays étant relativement protégé du fait de sa position d'exportateur net de pétrole et de son autosuffisance en gaz naturel. Pour les pays importateurs de pétrole, l'alourdissement de la facture d'importation peut creuser les déficits des transactions courantes et entraîner une hausse des coûts de production, qui se répercute souvent

sur les consommateurs. Des pénuries se font déjà sentir dans certains pays, provoquant coupures d'électricité et rationnements. En outre, les prix des produits dérivés du pétrole et du gaz naturel, tels que certains types d'engrais, ont eux aussi augmenté. Le renchérissement des engrais pourrait compromettre les rendements agricoles futurs et conduire à terme à une augmentation des prix des denrées alimentaires. Ces pressions inflationnistes pourraient contraindre les banques centrales à maintenir des taux d'intérêt plus élevés plus longtemps que ne l'anticipaient les marchés.

La gravité et la persistance de ces effets dépendront fondamentalement de la durée et de l'intensité du conflit. Mais s'il est une certitude aujourd'hui, c'est celle de l'incertitude elle-même. Le climat géopolitique s'est rapidement imposé comme la principale préoccupation des investisseurs et décideurs publics, l'indice journalier de risque géopolitique atteignant son niveau le plus élevé depuis 2003.

## Dans la région, le conflit cause des destructions et expose des vulnérabilités économiques et sociales

La région MENAAP est celle qui subit l'impact le plus lourd du conflit. Le présent rapport analyse les répercussions économiques du conflit, lesquelles sont loin de rendre pleinement compte du tribut payé en vies humaines perdues, en moyens de subsistance détruits et en populations déplacées. Quelle que soit son évolution, le conflit laissera une cicatrice durable sur la région et ses habitants.

La nature et l'ampleur de ces effets varient considérablement d'un pays à l'autre, en fonction principalement de la proximité des hostilités et du degré d'exposition aux circuits économiques perturbés par le conflit. À l'épicentre se trouvent la République islamique d'Iran, l'Iraq, le Liban et les

pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) — Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar. Ces économies sont les plus durement touchées, d'une part en raison de leur position géographique — le commerce maritime étant entravé par la fermeture du détroit d'Ormuz —, d'autre part par les dommages causés aux infrastructures de production et civiles.

Avant même le conflit, l'économie iranienne présentait déjà des signes de vulnérabilité. Les sanctions avaient engendré troubles sociaux, graves pénuries et flambées des prix alimentaires. Le conflit a entraîné la paralysie de l'économie, sur fond de destructions généralisées. Selon les estimations du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, jusqu'à 3,2 millions de personnes auraient fui leur foyer rien que durant les deux premières semaines de mars. Le conflit a également plongé le Liban dans une grave situation d'urgence humanitaire, avec le déplacement d'un cinquième de sa population.

Pour les pays du CCG et l'Iraq, l'impact économique le plus immédiat découle de la fermeture effective du détroit d'Ormuz au trafic maritime, qui a bloqué les exportations de pétrole et de gaz. La saturation rapide des capacités de stockage a contraint les installations de production à l'arrêt, et nombre d'entre elles ont en outre été endommagées. Ces perturbations cumulées entraînent une contraction significative de la production d'hydrocarbures.

Le conflit actuel met au jour les failles des pays de la région. Les économies du Golfe et l'Iraq sont fortement tributaires d'une voie d'exportation unique. Une situation de dépendance qui s'explique en partie par la géographie, en particulier en ce qui concerne le Koweït et le Qatar, mais aussi par le manque d'infrastructures, comme c'est le cas en Iraq. Avant même le début du conflit, l'oléoduc reliant l'Iraq à la Türkiye ne fonctionnait qu'à une fraction de sa capacité prévue en raison de sa vétusté et de différends politiques. En revanche, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et Oman peuvent dérouter une partie de leur production pétrolière vers des ports situés en dehors du Golfe.

L'exposition des pays du Golfe aux effets économiques du conflit dépend non seulement

de la concentration de leurs routes commerciales, mais aussi du degré de concentration de leur économie. L'activité liée au pétrole représente une large part du produit intérieur brut (PIB) dans l'ensemble du Golfe, bien qu'avec des degrés de diversification variables. Les Émirats arabes unis, par exemple, ont accompli des progrès significatifs dans la réorientation de leur économie vers les services financiers, le tourisme et la production manufacturière. À l'opposé, en Iraq et au Koweït, l'activité reste fortement concentrée, ce qui rend ces pays particulièrement vulnérables aux perturbations de la production ainsi qu'à une incertitude prolongée.

Plus éloignés des lignes de front, des pays comme la République arabe d'Égypte, la Jordanie et le Pakistan sont exposés à des retombées négatives indirectes mais potentiellement importantes, à travers l'augmentation des prix des hydrocarbures, les pénuries d'énergie et le déclin des envois de fonds provenant du Golfe et du tourisme. Dans les pays importateurs de pétrole, les prix du pétrole et du gaz pourraient exercer des pressions inflationnistes ou aggraver les déséquilibres budgétaires, surtout si les prix de l'énergie sont stabilisés au moyen de subventions, comme cela a été le cas en Tunisie. Les premières répercussions sur le tourisme se manifestent avec de graves perturbations du trafic aérien, en particulier dans les hubs situés près des zones d'hostilités actives. Pour bon nombre de ces pays, le conflit survient dans un contexte de vulnérabilités préexistantes : forte dépendance aux envois de fonds des travailleurs du Golfe (comme dans le cas de la République du Yémen) ou niveaux élevés de dette souveraine conjugués à des déficits budgétaires persistants dans un environnement mondial d'aversion accrue au risque (comme en Égypte).

Les conséquences du conflit iront au-delà des perturbations immédiates qu'il cause. Les coûts induits par les efforts de relance risquent de peser lourdement sur les finances publiques, au détriment des priorités de développement de long terme, tandis que la perte de confiance des investisseurs pourrait mettre des années à se résorber. Par ailleurs, les déplacements de population engendrent également des coûts durables du fait de l'érosion du

capital humain et des perturbations persistantes des marchés du travail et du logement.

Le conflit en cours au Moyen-Orient n'est pas la seule source d'instabilité dans la région. Les tensions entre l'Afghanistan et le Pakistan se sont intensifiées ; la crise humanitaire dans la République du Yémen s'est aggravée, marquée par une insécurité alimentaire aiguë ; et le fragile cessez-le-feu à Gaza est soumis à des tensions croissantes. En République arabe syrienne, après 14 ans de conflit, les récentes transitions politiques et l'allègement des sanctions ont ouvert des perspectives de stabilisation, de reconstruction et de relance, bien que des défis majeurs subsistent.

## Des perspectives macroéconomiques hétérogènes

Les divers degrés d'exposition au conflit se traduisent par des perspectives macroéconomiques divergentes au sein de la région MENAAP. Si l'on exclut la République islamique d'Iran, l'activité économique régionale a progressé de 4,0 % en 2025. Les économies du CCG affichaient une croissance soutenue à la fois dans les secteurs pétrolier et non pétrolier, tandis que l'Égypte s'apprêtait à connaître un rebond vigoureux à la faveur du recul de l'inflation, de la hausse de la consommation et des investissements privés, et des réformes structurelles. L'économie pakistanaise a gagné en dynamisme au second semestre de 2025, portée par un redressement industriel et un regain de confiance des consommateurs et des entreprises. En janvier 2026, la Banque mondiale prévoyait une légère hausse du taux de croissance régional, à 4,2 %, tirée par une expansion attendue de la production pétrolière, une reprise des exportations et un renforcement de l'investissement privé.

Les prévisions de la Banque mondiale anticipent désormais une croissance du PIB réel de 1,8 % en 2026 (hors République islamique d'Iran). En ce qui concerne les pays du CCG, la croissance est désormais projetée à 1,3 %, contre 4,4 % en janvier. Les perspectives pour l'Arabie saoudite, plus grande

économie du CCG, se sont légèrement dégradées, avec une projection de 3,1 %, tandis que le PIB réel en Iraq, au Koweït et au Qatar devrait se contracter de 8,6, 6,4 et 5,7 % respectivement, ce qui correspond à des révisions à la baisse substantielles. En revanche, les anticipations de croissance pour les pays importateurs de pétrole restent relativement inchangées, tandis que les prévisions pour les pays exportateurs de pétrole situés hors du Golfe — comme l'Algérie et la Libye — ont été légèrement revues à la hausse en raison de l'augmentation des prix des hydrocarbures.

Les risques de dégradation des prévisions sont nettement prépondérants. L'incertitude est omniprésente, et les perspectives économiques pourraient évoluer considérablement si le conflit devait s'intensifier ou se prolonger. Les écarts frappants dans les projections établies par les organisations des secteurs public et privé depuis le début du conflit témoignent de la difficulté croissante des exercices de prévision dans ce contexte. Au 27 mars, la fourchette moyenne entre les prévisions de croissance les plus élevées et les plus basses pour 2026 concernant les pays du Golfe dépasse 12 points de pourcentage — une amplitude exceptionnelle qui illustre le caractère éminemment mouvant de la situation.

## Des tumultes d'aujourd'hui à la résilience de demain

Il est urgent et capital de faire face à l'impact du conflit à court et moyen termes. Mais ces effets mettent également en évidence un aspect plus profond. Malgré une amélioration des perspectives générales, les économies de la région MENAAP ne bénéficiaient pas d'une croissance stable et diversifiée au moment d'aborder cette période d'extrêmes turbulences. En réalité, de nombreuses économies pâtissaient déjà de faiblesses structurelles persistantes, notamment une croissance atone de la productivité, un manque de dynamisme du secteur privé, une dépendance excessive aux exportations de pétrole et de gaz, ainsi que des difficultés chroniques sur le marché du travail.

Si la guerre contraint les responsables publics à faire face aux pressions macroéconomiques et sociales immédiates, une croissance durable dépend de la mise en place des institutions, des capacités et des secteurs compétitifs capables de consolider et de faire progresser les économies sur le long terme. En retour, la prospérité économique contribuera à réduire la probabilité de conflits et guerres civiles futurs.

## L'attrait de la politique industrielle

Cette édition du Bulletin économique examine la question de la *politique industrielle*, définie comme l'ensemble des actions menées par un gouvernement dans le but de stimuler un secteur d'activité jugé stratégique en tant que moteur de croissance économique potentiel. La politique industrielle englobe donc un large éventail d'outils : des apports publics ciblés, tels que la création de parcs industriels, la formation de la main-d'œuvre, l'élaboration de normes de qualité et la facilitation de l'accès aux marchés ; des mesures d'incitation orientées vers le marché, sous la forme de subventions, de droits de douane, de quotas et d'exigences de contenu local ; ainsi que des interventions macroéconomiques spécifiques, comme des dévaluations monétaires compétitives.

Les politiques industrielles ont gagné en importance dans la conversation mondiale et au sein de la région MENAAP. Au cours de la dernière décennie, celle-ci a vu tripler le nombre de politiques industrielles mesuré à l'aune des annonces officielles. Une analyse des 19 plans nationaux de développement révèle une convergence frappante : le chômage est considéré comme un enjeu majeur dans 15 d'entre eux, la création d'emplois fait partie des objectifs dans la totalité d'entre eux, et le développement du capital humain figure dans 18 d'entre eux. En outre, la diversification économique y occupe également une place de premier plan.

La situation est toutefois loin d'être homogène. Les économies à revenu élevé du Golfe, les pays à revenu intermédiaire importateurs de pétrole, les pays en développement exportateurs de pétrole et les États

fragiles ou touchés par des conflits affichent des différences marquées en ce qui concerne les marges de manœuvre budgétaire, les capacités institutionnelles, la taille des marchés et l'exposition aux chocs extérieurs. Ces différences déterminent non seulement les raisons pour lesquelles les gouvernements se tournent vers une politique industrielle, mais également les outils qu'ils sont en mesure de déployer, ainsi que les institutions par lesquelles cette politique est mise en œuvre.

Les économies du CCG s'appuient davantage sur les subventions comme outils de politique industrielle, à l'instar d'autres pays à revenu élevé. Cependant, contrairement à des pays au revenu comparable d'autres régions, les économies du CCG imposent également des exigences d'approvisionnement local pour les produits et services. En revanche, les pays en développement de la région ont davantage recours à des mesures d'importation.

Les gouvernements de la région mettent également en avant un large éventail de secteurs stratégiques dans leurs plans nationaux de développement ; la majorité des pays en mentionnent au moins cinq. Les secteurs les plus fréquemment ciblés sont le tourisme (16 pays sur 19), la production agricole (14 pays), l'industrie chimique (8 pays) et l'industrie lourde (7 pays). Dans la pratique, cet appui stratégique se resserre autour d'un ensemble plus restreint d'activités, suivant souvent une logique progressive de « petits pas » qui privilégie les secteurs proches des capacités existantes.

La région MENAAP se distingue également par sa manière de mettre en œuvre les politiques industrielles. Celles-ci passent non seulement par les ministères et les annonces officielles, mais aussi souvent par des canaux indirects, par le biais d'institutions quasi publiques telles que des entreprises d'État et des fonds souverains. Aux Émirats arabes unis, les fonds souverains gèrent des actifs représentant environ 460 % du PIB, ce qui illustre l'ampleur des ressources financières disponibles pour une transformation pilotée par l'État.

L'efficacité des politiques industrielles dépend moins de leur ambition que de leur adaptation au contexte. Les pays dotés d'une plus grande capacité d'action publique (en termes de compétence technique et

d'indépendance de leur administration), de marges budgétaires plus importantes et de marchés effectifs plus développés, sont en mesure de mobiliser une plus large palette d'instruments, y compris des outils plus ciblés aux effets indésirables limités. En l'absence de ces conditions, les gouvernements ont davantage tendance à s'appuyer sur des outils de second choix, tels que les tarifs douaniers et des interventions plus générales sur le marché.

Surtout, la politique industrielle ne saurait remplacer une gestion macroéconomique saine, une gouvernance renforcée ou une réforme du secteur privé. Dans des contextes marqués par la faiblesse des institutions ou l'existence de liens étroits entre intérêts politiques et économiques, elle peut aisément être détournée, mal ciblée ou produire des effets non souhaités.

La région MENAAP affiche plusieurs exemples pertinents de politique industrielle, de l'industrie automobile au Maroc, où la production a progressé d'environ 14 % par an entre 2012 et 2024, à l'écosystème numérique de Dubaï, où les activités liées aux technologies de l'information et de la communication représentent environ 4,7 % du PIB. L'Égypte, de son côté, a formé près de 43 000 travailleurs spécialisés en 2024, dans un secteur touristique qui a doublé sa contribution au PIB en dix ans.

De manière générale, la politique industrielle peut aider les pays de la région MENAAP à diversifier leurs économies, renforcer leurs capacités et soutenir leur transformation. Elle est plus efficace lorsqu'elle est sélective et méthodique, intégrée dans une coordination public-privé crédible, adaptée aux capacités des pays et assortie d'objectifs clairs et de mécanismes de suivi, d'évaluation et de sortie. Dans la région MENAAP, la question centrale n'est plus de savoir si la politique industrielle est utilisée ; elle l'est, et de plus en plus. La question clé est de savoir si elle est employée de manière réaliste, responsable et en adéquation avec les contraintes et les objectifs de développement des pays.

## La paix et la résilience pour un avenir meilleur

Le conflit en cours au Moyen-Orient met à l'épreuve la résilience des économies de la région MENAAP. Cette dernière a subi une succession de chocs mondiaux, de la pandémie à l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie, ainsi que des crises régionales, du conflit dans la bande de Gaza à des guerres civiles dans de nombreux autres pays. Chaque choc a accentué les vulnérabilités de la région à long terme et réduit la marge de manœuvre pour l'adoption de réformes structurelles susceptibles de renforcer sa résilience. Ces crises se déroulent dans un contexte de mutations mondiales profondes, comme le changement climatique, les déséquilibres démographiques croissants et les avancées rapides de l'intelligence artificielle, qui remodelent déjà le paysage économique et social en constante évolution de la région.

C'est le moment, plus que jamais, de mener des réformes. En dépit des menaces que fait peser un nouveau conflit, les gouvernements de la région ne peuvent se permettre de reléguer au second plan leur vision d'une croissance génératrice d'emplois à long terme. La résilience exige de poser des bases productives qui favorisent une croissance durable et une prospérité partagée sur le long terme. Une politique industrielle bien pensée, adaptée pour répondre aux défaillances du marché et soutenue par des fondamentaux macroéconomiques et des institutions efficaces, peut jouer à cet égard un rôle déterminant. La région a su montrer des exemples de ce qui est possible.

*Mais toute réforme repose sur la paix.* La guerre, c'est « le développement à l'envers » : les conflits coûtent des vies et peuvent réduire à néant en quelques semaines ce que des générations ont eu tant de mal à construire. Les données sont sans appel : sept ans après le début d'un conflit, les revenus par habitant des pays touchés dans la région sont environ 45 % inférieurs à ce qu'ils auraient été autrement, soit l'équivalent de près de 35 années de développement perdues. Les dividendes de la paix pour la région MENAAP sont considérables et constituent le fondement indispensable d'une prospérité à long terme.

**L**e Conflit qui a embrasé la région MENAAP engendre de lourdes pertes humaines et économiques et accentue l'incertitude géopolitique. La fermeture du détroit d'Ormuz et les dommages causés aux infrastructures énergétiques entraînent une hausse des prix du pétrole, accentuent la volatilité financière et assombrissent les perspectives de croissance pour 2026. Un conflit prolongé intensifierait les déplacements de population, les pressions budgétaires et les pertes dans le commerce, le tourisme et les envois de fonds des migrants, venant frapper une région déjà fragilisée par une productivité en berne, la faiblesse des marchés du travail et le manque de dynamisme du secteur privé. Ces chocs révèlent des faiblesses structurelles plus profondes : une diversification limitée, une faible productivité et des marchés du travail fragiles. C'est dans ce contexte que le rapport analyse la politique industrielle comme un outil de croissance à long terme. Largement répandues dans la région, souvent via des fonds souverains et des entreprises publiques, les politiques industrielles peuvent corriger les défaillances du marché et soutenir la croissance. Encore faut-il qu'elles soient adaptées aux capacités de chaque pays, mises en œuvre dans un cadre responsable et portées par des institutions solides.

